



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'eau

Question au Gouvernement n° 2230

Texte de la question

PROJET DE BARRAGE À SIVENS

M. le président. La parole est à M. Philippe Folliot, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Philippe Folliot. Monsieur le Premier ministre, en démocratie, rien, aucune cause, aucune idée, aucun projet ne saurait justifier la mort d'un jeune homme, fût-il un manifestant, à une heure très tardive, lors d'affrontements d'une extrême violence contre les forces de l'ordre – auxquelles nous voulons rendre hommage. Nous avons bien sûr une pensée émue pour sa famille.

Alors que certains, dans votre majorité, les écologistes pour ne pas les nommer, ont choisi d'instrumentaliser ce terrible drame (« *Eh oui !* » *sur les bancs du groupe UMP*), nous, à l'UDI, nous pensons qu'il faut maintenant promouvoir l'apaisement et le sens des responsabilités. C'est à la justice de faire son travail d'enquête puis de trancher.

Pour autant, en démocratie, rien, aucune cause, aucune idée, aucun projet ne saurait justifier les débordements, exactions et violences constatés ces dernières semaines et ces derniers jours à Sivens, mais aussi, entre autres, à Albi et à Gaillac. Ces scènes d'émeutes et de violences ont particulièrement choqué et meurtri la population.

Mais ce qui a le plus scandalisé, c'est de voir ce dimanche le monument aux morts de Gaillac vandalisé et les drapeaux français brûlés. Monsieur le Premier ministre, où va-t-on ? Peut-on laisser impunément saccager les symboles de notre mémoire collective et de la République ?

Sur le fond, même si le rapport des deux inspecteurs généraux du ministère souligne quelques manquements dans les études préalables, quelques approximations dans l'identification des besoins et quelques incertitudes s'agissant des financements, le projet du conseil général ne peut et ne doit être remis en cause. Il est en effet utile et nécessaire pour les populations et pour les agriculteurs concernés, d'autant que toutes les études montrent que le Sud-Ouest, du fait de l'augmentation constante de sa population, va connaître des besoins grandissants en eau, qui ne pourront pas être couverts par les retenues actuelles.

Ce projet a été validé par toutes les enquêtes et commissions imaginables et les nombreux recours déposés par les opposants ont tous été rejetés par la justice. S'il ne se concrétisait pas, cela voudrait dire qu'une minorité agissante, déterminée, voire violente pourrait à l'avenir bloquer tous les projets d'intérêt général dans le pays.

Monsieur le Premier ministre, que compte faire le Gouvernement ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI, sur de nombreux bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je voudrais répondre simplement et avec une profonde sincérité à votre question. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Plusieurs députés du groupe UMP . Cela vaut mieux !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Dans la continuité du Premier ministre, j'aurai d'abord une pensée pour le jeune Rémi Fraisse, qui a perdu la vie à l'occasion des événements qui se sont déroulés dans la nuit de samedi à dimanche. Quand on a la responsabilité qui est la mienne dans un gouvernement et qu'on est confronté à de tels événements, on ressent au plus profond de soi-même une blessure et une immense compassion pour les parents et les amis, qui sont aujourd'hui dans un incommensurable chagrin. Cette peine et ce chagrin nous obligent. Ils nous imposent un devoir moral : celui de la vérité.

Le Premier ministre a rappelé à l'instant que le Gouvernement était déterminé à faire en sorte que toute la lumière advienne sur ces faits. Je vous confirme que, dans la responsabilité qui est la mienne, sous l'autorité du Président de la République et du Premier ministre, je ferai tout, absolument tout, pour que l'on sache.

Des expertises seront rendues au terme des travaux conduits par la police scientifique et technique, à la suite desquelles je demanderai à ce qu'on engage une inspection administrative afin de déterminer la chaîne de commandement au moment de l'engagement de la force et de compléter le travail de la justice, pour corriger ce qui doit l'être.

Je voudrais aussi insister sur le travail réalisé par les forces de l'ordre. Quand on est contre la violence, on est contre toutes les formes de violence. On ne considère pas que certains devraient la subir de façon légitime : on est contre toutes les formes de violence. Je signale que 56 policiers ont été blessés et 81 procédures judiciaires ouvertes. *(« Eh oui ! » sur les bancs du groupe UMP.)*

M. François Rochebloine. Ne l'oublions pas !

M. Bernard Cazeneuve, ministre . Dans le contexte actuel, le sens des responsabilités doit l'emporter, la mesure aussi. C'est la meilleure manière de respecter la mémoire de celui qui a perdu la vie ce week-end. *(Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes SRC, RRDP, UMP et UDI et sur quelques bancs du groupe écologiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Philippe Folliot](#)

Circonscription : Tarn (1^{re} circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2230

Rubrique : Eau

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 octobre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 octobre 2014](#)